

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

F. 2007 — 212

[C - 2006/23325]

28 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal portant exécution de l'article 51bis de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, notamment l'article 51bis, inséré par la loi du 20 juillet 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 novembre 2006.

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer, donné le 21 novembre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 24 novembre 2006;

Vu l'avis 41.768/1 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'assuré ayant atteint l'âge de 55 ans au 31 décembre 2006 et n'ayant pas encore atteint l'âge de 65 ans à cette date, les rentes visées aux articles 20, 21, 22sexies, 24 et 25 de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, constituées au moyen des cotisations et des primes uniques versées jusqu'au 31 décembre 2006, sont, à la date à laquelle elles prennent cours, majorées proportionnellement à la hausse du coût de la vie. La date à laquelle est appliquée cette majoration ne peut être postérieure au 65<sup>e</sup> anniversaire.

§ 2. Le supplément correspond à la différence entre, d'une part, la rente qui aurait été constituée au moyen de cotisations équivalentes aux cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2006 et multipliées par un coefficient de réévaluation obtenu suivant les modalités déterminées au § 3 et, d'autre part, la rente constituée au moyen des cotisations réellement versées.

§ 3. Le coefficient de réévaluation par lequel les cotisations se rapportant à une année déterminée sont multipliées, s'obtient en divisant l'indice sur la base duquel les pensions des travailleurs salariés sont payées par la moyenne des indices mensuels des prix à la consommation de cette année. Toutefois, en ce qui concerne les cotisations relatives à l'exercice au cours duquel la rente prend cours, le diviseur est la moyenne des indices des prix à la consommation afférents aux mois auxquels les cotisations se rapportent.

Pour l'application de l'alinéa précédent, en ce qui concerne les cotisations se rapportant à une année de participation à l'assurance antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1968, l'indice des prix à la consommation s'obtient en divisant l'indice des prix de détail par 1,2988.

Le coefficient ne peut être inférieur à l'unité.

§ 4. Les dispositions du § 1<sup>er</sup> au § 3 ne s'appliquent pas aux rentes constituées au moyen de cotisations et primes uniques versées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'assuré ayant moins de 55 ans au 31 décembre 2006, les rentes visées aux articles 20, 21, 22sexies, 24 et 25 de ladite loi, constituées au moyen de cotisations et de primes uniques versées jusqu'au 31 décembre 2006, sont majorées à cette date proportionnellement à la hausse du coût de la vie.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2007 — 212

[C - 2006/23325]

28 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 51bis van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 51bis, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 november 2006.

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid, gegeven op 21 november 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 24 november 2006;

Gelet op het advies 41.768/1 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Voor de verzekerde die op 31 december 2006 de leeftijd heeft bereikt van 55 jaar en op die datum nog geen 65 jaar is, worden de renten, bedoeld in de artikelen 20, 21, 22sexies, 24 en 25 van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, die zijn gevormd door bijdragen en enige premies gestort tot 31 december 2006, op de datum waarop de rente ingaat vermeerderd in verhouding tot de stijging van de kosten van levensonderhoud. De datum waarop deze vermeerdering wordt toegepast mag niet later liggen dan de 65<sup>e</sup> verjaardag.

§ 2. De bijslag is gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, de rente die gevormd zou zijn geweest met bijdragen, gelijk aan de bijdragen die tot 31 december 2006 werden gestort, vermenigvuldigd met een herwaarderingscoëfficiënt die bekomen wordt op manier zoals vastgesteld in § 3, en, anderzijds, de rente die met de werkelijk betaalde bijdragen gevormd is.

§ 3. De herwaarderingscoëfficiënt waarmee de bijdragen van een bepaald jaar vermenigvuldigd worden, wordt bekomen door het indexcijfer, waaraan de pensioenen der werknemers gekoppeld zijn, te delen door het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfers van de consumptieprijzen van dat jaar. De bijdragen, betaald over het jaar waarin de rente ingaat, worden echter gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen van de maanden waarop de bijdragen betrekking hebben.

Bij de toepassing van vorig lid, en met betrekking tot de bijdragen die over een vóór 1 januari 1968 komende verzekeringsjaar betaald werden, wordt het indexcijfer van de consumptieprijzen berekend door de kleinhandelsprijzenindex te delen door 1,2988.

De coëfficiënt mag niet kleiner zijn dan de eenheid.

§ 4. De bepalingen van § 1 tot § 3 zijn niet van toepassing op de renten gevormd door bijdragen en enige premies die worden gestort vanaf 1 januari 2007.

**Art. 2.** § 1. Voor de verzekerde die op 31 december 2006 jonger is dan 55 jaar worden de renten, bedoeld in de artikelen 20, 21, 22sexies, 24 en 25 van dezelfde wet, die zijn gevormd door bijdragen en enige premies gestort tot 31 december 2006, op die datum vermeerderd in verhouding tot de stijging van de kosten van levensonderhoud.

§ 2. Le supplément correspond à la différence entre, d'une part, la rente qui aurait été constituée au moyen de cotisations équivalentes aux cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2006 et multipliées par un coefficient de réévaluation obtenu suivant les modalités déterminées au § 3 et, d'autre part, la rente constituée au moyen des cotisations réellement versées.

§ 3. Le coefficient de réévaluation applicable aux cotisations se rapportant à une année déterminée sont multipliées, s'obtient en divisant l'indice sur la base duquel les pensions des travailleurs salariés sont payées et qui est en vigueur au 31 décembre 2006, par la moyenne des indices mensuels des prix à la consommation de cette année. Toutefois, en ce qui concerne les cotisations relatives à l'exercice au cours duquel la rente prend cours, le diviseur est la moyenne des indices des prix à la consommation afférents aux mois aux quels les cotisations se rapportent.

Pour l'application de l'alinéa précédent, en ce qui concerne les cotisations se rapportant à une année de participation à l'assurance antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1968, l'indice des prix à la consommation s'obtient en divisant l'indice des prix de détail par 1,2988.

Le coefficient ne peut être inférieur à l'unité.

§ 4. Les dispositions du § 1<sup>er</sup> au § 3 ne s'appliquent pas aux rentes constituées au moyen de cotisations et primes uniques versées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'assuré ayant 65 ans ou plus au 31 décembre 2006, les rentes visées aux articles 20, 21, 22*sexies*, 24 et 25 de ladite loi, constituées au moyen de cotisations et de primes uniques versées jusqu'au 31 décembre 2006, sont majorées à cette date proportionnellement à la hausse du coût de la vie.

§ 2. Le supplément correspond à la différence entre, d'une part, la rente qui aurait été constituée au moyen de cotisations équivalentes aux cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2006 et multipliées par un coefficient de réévaluation obtenu suivant les modalités déterminées au § 3 et, d'autre part, la rente constituée au moyen des cotisations réellement versées.

§ 3. Le coefficient de réévaluation par lequel les cotisations se rapportant à une année déterminée sont multipliées, s'obtient en divisant l'indice sur la base duquel les pensions des travailleurs salariés sont payées et qui est en vigueur au 31 décembre 2006, par la moyenne des indices mensuels des prix à la consommation de cette année. Toutefois, en ce qui concerne les cotisations relatives à l'exercice au cours duquel la rente prend cours, le diviseur est la moyenne des indices des prix à la consommation afférents aux mois auxquels les cotisations se rapportent.

Pour l'application de l'alinéa précédent, en ce qui concerne les cotisations se rapportant à une année de participation à l'assurance antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1968, l'indice des prix à la consommation s'obtient en divisant l'indice des prix de détail par 1,2988.

Le coefficient ne peut être inférieur à l'unité.

§ 4. Les dispositions du § 1<sup>er</sup> au § 3 ne s'appliquent pas aux rentes constituées au moyen de cotisations et primes uniques versées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 4.** Les rentes constituées au moyen de cotisations versées pour la première fois le 1<sup>er</sup> janvier 2007 au plus tôt ne sont pas majorées proportionnellement à la hausse du coût de la vie.

**Art. 5.** A partir de la date de leur entrée en jouissance, les rentes majorées suivant les dispositions reprises aux articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3, ou constituées selon les dispositions reprises à l'article 4, sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, sans que leur montant puisse être inférieur à celui qui est fixé par les dispositions précitées. Elles sont liées aux fluctuations suivant les modalités déterminées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 2. De bijslag is gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, de rente die gevormd zou zijn geweest met bijdragen, gelijk aan de bijdragen die tot 31 december 2006 werden gestort, vermenigvuldigd met een herwaarderingscoëfficiënt die bekomen wordt op manier zoals vastgesteld in § 3, en, anderzijds, de rente die met de werkelijk betaalde bijdragen gevormd is.

§ 3. De herwaarderingscoëfficiënt waarmee de bijdragen van een bepaald jaar vermenigvuldigd worden, wordt bekomen door het indexcijfer, waaraan de pensioenen der werknemers gekoppeld zijn en dat van kracht is op 31 december 2006, te delen door het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfers van de consumptieprijzen van dat jaar. De bijdragen, betaald over het jaar waarin de rente ingaat, worden echter gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen van de maanden waarop de bijdragen betrekking hebben.

Bij de toepassing van vorig lid, en met betrekking tot de bijdragen die over een vóór 1 januari 1968 komende verzekeringsjaar betaald werden, wordt het indexcijfer van de consumptieprijzen berekend door de kleinhandelsprijzenindex te delen door 1,2988.

De coëfficiënt mag niet kleiner zijn dan de eenheid.

§ 4. De bepalingen van § 1 tot § 3 zijn niet van toepassing op de renten gevormd door bijdragen en enige premies die worden gestort vanaf 1 januari 2007.

**Art. 3.** § 1. Voor de verzekerde die 65 jaar of ouder is op 31 december 2006 worden de renten, bedoeld in de artikelen 20, 21, 22*sexies*, 24 en 25 van dezelfde wet, die zijn gevormd door bijdragen en enige premies gestort tot 31 december 2006, op die datum vermeerderd in verhouding tot de stijging van de kosten van levensonderhoud.

§ 2. De bijslag is gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, de rente die gevormd zou zijn geweest met bijdragen, gelijk aan de bijdragen die tot 31 december 2006 werden gestort, vermenigvuldigd met een herwaarderingscoëfficiënt die bekomen wordt op manier zoals vastgesteld in § 3, en, anderzijds, de rente die met de werkelijk betaalde bijdragen gevormd is.

§ 3. De herwaarderingscoëfficiënt waarmee de bijdragen van een bepaald jaar vermenigvuldigd worden, wordt bekomen door het indexcijfer, waaraan de pensioenen der werknemers gekoppeld zijn en dat van kracht is op 31 december 2006, te delen door het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfers van de consumptieprijzen van dat jaar. De bijdragen, betaald over het jaar waarin de rente ingaat, worden echter gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen van de maanden waarop de bijdragen betrekking hebben.

Bij de toepassing van vorig lid, en met betrekking tot de bijdragen die over een vóór 1 januari 1968 komende verzekeringsjaar betaald werden, wordt het indexcijfer van de consumptieprijzen berekend door de kleinhandelsprijzenindex te delen door 1,2988.

De coëfficiënt mag niet kleiner zijn dan de eenheid.

§ 4. De bepalingen van § 1 tot § 3 zijn niet van toepassing op de renten gevormd door bijdragen en enige premies die worden gestort vanaf 1 januari 2007.

**Art. 4.** De renten gevormd door bijdragen die voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2007 zijn gestort, worden niet vermeerderd in verhouding tot de stijging van de kosten van levensonderhoud.

**Art. 5.** Vanaf de ingangsdatum volgen de renten, vermeerderd volgens de bepalingen van de artikelen 1, 2 en 3, of gevormd volgens de bepalingen van artikel 4, de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen, maar kunnen niet kleiner worden dan het bedrag dat door de genoemde bepalingen is vastgesteld. Ze volgen de schommelingen op de wijze bepaald door de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

**Art. 6.** A partir de la date de leur entrée en jouissance, les prestations visées à l'article 51bis, 4° à 6°, de la loi du 17 juillet 1963 précitée, sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités déterminées par la loi du 2 août 1971 précitée, sans que leur montant puisse être inférieur à celui qui est fixé par les dispositions précitées.

Le montant de ces allocations, tel qu'il est fixé par les articles 22ter et 26 et au chapitre IV de la loi précitée du 17 juillet 1963 est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100).

**Art. 7.** Les rentes et allocations ayant pris cours au plus tard le 31 décembre 2006 sont majorées suivant les dispositions reprises aux articles 52 à 54 de la même loi, comme si elles étaient en vigueur à cette date.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 9.** Notre Ministre des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 28 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions et de l'Environnement,  
B. TOBBACK

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
R. DEMOTTE

**Art. 6.** Vanaf hun ingangsdatum volgen de prestaties bedoeld in artikel 51bis, 4° tot 6°, van de genoemde wet van 17 juli 1963, op de wijze die de genoemde wet van 2 augustus 1971 bepaalt, de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen, maar kunnen niet kleiner worden dan het bedrag dat door de genoemde bepalingen is vastgesteld.

Het in de artikelen 22ter en 26 en in hoofdstuk IV van de genoemde wet van 17 juli 1963 bepaalde bedrag van die uitkeringen wordt gekoppeld aan de spilindex 103,14 (basis 1996 = 100).

**Art. 7.** De renten en toelagen die ten laatste op 31 december 2006 zijn ingegaan, worden vermeerderd volgens de bepalingen van de artikelen 52 tot 54 van dezelfde wet, zoals ze van kracht waren op die datum.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2007.

**Art. 9.** Onze Minister van Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 28 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen en Leefmilieu,  
B. TOBBACK

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

F. 2007 — 213

[C - 2006/23324]

**28 DECEMBRE 2006.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 décembre 1981 fixant les conditions dans lesquelles les années d'études peuvent être prises en considération pour l'octroi de prestations prévues par la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, notamment l'article 63ter, inséré par la loi du 11 février 1976 et modifié par la loi du 20 juillet 2006;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1981 fixant les conditions dans lesquelles les années d'études peuvent être prises en considération pour l'octroi de prestations prévues par la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1994;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 novembre 2006;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office de sécurité sociale d'Outre-Mer, donné le 21 novembre 2006;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2007 — 213

[C - 2006/23324]

**28 DECEMBER 2006.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 december 1981 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder de studiejaren kunnen in aanmerking genomen worden voor de toekenning van prestaties waarin voorzien wordt bij de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 63ter, ingevoegd bij de wet van 11 februari 1976 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1981 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder de studiejaren kunnen in aanmerking genomen worden voor de toekenning van prestaties waarin voorzien wordt bij de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1994;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 november 2006;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid, gegeven op 21 november 2006;